N° 412916

Commune de Saint-Germain-Le-Châtelet

7^{ème} et 2^{ème} chambres réunies

Séance du 12 octobre 2018

Lecture du 9 novembre 2018

- B

CONCLUSIONS

M. Gilles PELLISSIER, rapporteur public

La commune de Saint-Germain-Le-Châtelet, dans le territoire de Belfort, a fait construire une salle polyvalente attenante à l'école municipale, comprenant un centre de loisirs et une salle communale. Peu après la réception des travaux, en 2009, des dysfonctionnements ont affecté le système de chauffage de la salle, qui consiste en une chaudière à bois alimentée par un silo situé à l'extérieur du bâtiment, pourvu d'un dessileur à pales, qui consiste en une vis sans fin acheminant automatiquement vers la chaudière les plaquettes de bois qu'il contient. En raison d'un mauvais positionnement de la trappe destinée à recevoir les combustibles, le silo non seulement ne pouvait être entièrement rempli mais ne l'était pas correctement, empêchant le fonctionnement normal du système d'alimentation et provoquant son usure prématurée. Evaluant le coût de ces désordres à près de 35 000 euros, la commune a demandé au TA de Besançon de condamner solidairement les maîtres d'œuvre, l'entreprise titulaire du lot chauffage et le fabricant du silo au paiement de cette somme, sur le fondement de leur responsabilité décennale. Le tribunal a rejeté les conclusions dirigées contre le fabricant mais a fait droit à celles dirigées contre les constructeurs. Sur appel de ces derniers, la CAA de Nancy a annulé cette condamnation et rejeté la demande de la commune, qui se pourvoit en cassation contre son arrêt.

Les désordres affectant un élément d'équipement d'un ouvrage peuvent engager la responsabilité décennale des constructeurs à deux titres : soit au titre de la garantie qui s'attache à l'ouvrage lui-même, si ces désordres, alors même qu'ils concernent un élément d'équipement dissociable de l'ouvrage (8 décembre 1999, *Sté Borg Warner*, n° 138651, aux T sur ce point ; Civ. 3e, 15 juin 2017, n° 16-19.640), affectent la solidité de l'ouvrage dans son ensemble ou le rendent impropre à sa destination, soit au titre de la même garantie que l'article 1792-2 du code civil étend à l'élément d'équipement de l'ouvrage à condition qu'il fasse « indissociablement corps avec les ouvrages de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert ». La cour a successivement recherché si les désordres affectant le système d'alimentation de la chaudière pouvaient bénéficier de la garantie décennale à l'un ou l'autre de ces titres.

Elle a d'abord recherché si les désordres affectant le système de chauffage étaient de nature à rendre l'ouvrage entier, c'est-à-dire la salle polyvalente, impropre à sa destination. Elle a relevé que si les désordres « restreignent la capacité de stockage du silo, rendent nécessaire une augmentation de la fréquence des livraisons de combustibles ainsi qu'une

intervention humaine systématique pour le remplissage du silo », ils « n'affectent toutefois pas le fonctionnement de la chaudière et le chauffage de la nouvelle salle communale ». Elle en a déduit « que, dans ces conditions, les dysfonctionnements affectant l'approvisionnement du silo ne peuvent être regardés comme rendant l'ouvrage impropre à sa destination ; que ces désordres ne sont ainsi pas de nature à engager la responsabilité décennale des constructeurs ».

Elle a ensuite recherché si l'ensemble constitué de la chaudière et du silo d'alimentation pouvait être regardé comme un élément d'équipement indissociable de l'ouvrage susceptible d'engager la responsabilité décennale des constructeurs en raison des désordres qui l'affectent directement et a répondu par la négative après avoir constaté qu'il pouvait être démonté ou remplacé sans détérioration ou enlèvement de matière de l'ouvrage et ne répondait donc pas à la définition donnée par l'article 1792-2 du code civil de l'élément d'équipement indissociable.

Cette seconde partie des motifs n'est pas contestée par la commune qui soutient que la cour a dénaturé les pièces du dossier et commis une erreur de droit en jugeant que les dysfonctionnements du système de chauffage ne rendaient pas l'ouvrage dans son ensemble impropre à sa destination alors qu'ils rendaient impossible le chauffage autonome et de haute qualité attendu par la commune.

Le moyen de dénaturer n'appelle pas de longs développements : il ne fait aucun doute que les désordres affectant le système d'approvisionnement de la chaudière rendent seulement son fonctionnement plus compliqué, en rendant nécessaires des livraisons de bois plus fréquentes et une intervention humaine dans un système qui devait être automatique, mais n'empêchent pas le chauffage de la salle polyvalente. Dans ces conditions, l'appréciation souveraine (10 juin 1994, *SA Les Grands travaux de Franche-Comté*, n° 124761, p. 316) portée par la cour sur les conséquences de ces désordres sur la possibilité d'utiliser l'ouvrage conformément à sa destination nous semble irréprochable.

L'erreur de droit commise par la cour serait, selon la commune requérante, de s'en être tenue au constat que la salle pouvait continuer à être chauffée sans tenir compte du fait qu'elle ne pouvait l'être « par le biais d'un système de haute qualité, autonome, durable et économique ne nécessitant aucune intervention humaine ».

Vous ne pourrez suivre cette argumentation sans étendre excessivement la notion d'impropriété de l'ouvrage à sa destination.

Le régime juridique de la garantie décennale traduit un équilibre entre les droits qu'elle confère, qui sont étendus et les désordres qu'elle couvre, qui sont beaucoup plus limités. Elle ne couvre en effet que les désordres les plus graves, ceux qui mettent en cause la solidité de l'ouvrage ou le rendent impropre à sa destination, mais offre à son bénéficiaire une garantie étendue, par sa durée, de dix ans après la fin des relations contractuelles, mais surtout par les conditions de sa mise en œuvre, les constructeurs en étant solidairement débiteurs de plein droit, indépendamment de toute faute de leur part. Cet équilibre serait compromis si la garantie décennale devait, par une extension de la conception de ce qui rend un ouvrage impropre à sa destination, couvrir toutes les malfaçons, c'est-à-dire les inexécutions contractuelles qui relèvent soit de la responsabilité contractuelle, soit de la garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement, d'une durée de deux ans après la réception. En limitant l'extension de la garantie décennale aux éléments d'équipements indissociables de

l'ouvrage lui-même et en donnant une définition stricte de cette indissociabilité, l'article 1792-2 a précisément entendu maintenir cet équilibre, sur lequel vous devrez à votre tour veiller dans l'application de la condition tenant à ce que les désordres affectant l'ouvrage ou l'un de ses éléments d'équipement, dissociable ou non, le rendent impropre à sa destination.

Il ressort de votre jurisprudence sur ce point que la notion d'impropriété de l'ouvrage à sa destination n'est pas limitée aux cas où l'ouvrage est inutilisable (15 février 2008, *Cne de Mouans-Sartoux*, n° 288210, aux T sur ce point) mais couvre aussi les cas où il ne peut être utilisé dans des conditions de sécurité (21 février 1986, *sté d'exploitation des alliages légers*, n° 50423, aux T ; 23 juil 2010, *Institut médico-éducatif de Saint-Junien*, n° 315034, aux T) et de confort normales (voyez par exemple 9 mai 2012, *cne de Prouvy*, n° 346757, au rec, par laquelle vous avez jugé que la mauvaise insonorisation d'une salle des fêtes, qui engendrait des nuisances pour le voisinage, empêchait le fonctionnement normal de l'ouvrage et le rendait impropre à sa destination). En revanche, elle ne saurait s'étendre aux cas où, comme en l'espèce, l'ouvrage est utilisable dans des conditions normales, puisque la chaudière fonctionne, mais où l'un de ses éléments d'équipement ne présente pas les performances contractuellement prévues. Les désordres affectant en l'espèce le silo d'alimentation de la chaudière, qui compliquent son utilisation sans y faire obstacle, relèvent de la garantie biennale de bon fonctionnement de l'article 1792-3 du code civil et non de la garantie décennale.

Nous vous proposons donc de rejeter le pourvoi de la commune, à la charge de laquelle vous pourrez mettre le versement à la société Fröling, fabricant du matériel auquel rien n'est reproché et seul défendeur devant vous, d'une somme de 3 000 euros au titre des frais qu'elle a exposés.